



**PRÉFET  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement**

Unité Départementale Meurthe et Moselle / Meuse  
11 rue de l'île de Corse  
CS 12247  
54035 NANCY CEDEX

NANCY, le 09/03/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/02/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **SCL**

Z.I. - 26 Avenue des Erables

BP 30099

54180 Heillecourt

Référence : GK/NW/335\_2023  
Code AIOT : 0006200217

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/02/2023 dans l'établissement SCL implanté "Le Chauffour" - 54170 Germiny. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCL
- Le Chauffour - 54170 Germiny
- Code AIOT : 0006200217
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SCL (50% GSM, 50% EUROVIA) est autorisée à exploiter une carrière d'extraction à ciel ouvert de matériaux calcaires ainsi qu'une installation de broyage concassage sur le territoire de la commune de GERMINY.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Plan de gestion des déchets inertes
- Protection des eaux et des milieux aquatiques

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension.

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan	Arrêté Préfectoral du 12/10/1995, article 5.4.1	/	Sans objet
2	Analyses d'eau	Arrêté Préfectoral du 12/10/1995, article 5.2.7	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I	/	Sans objet
4	Existence d'une installation de gestion de déchets de cat A - vérification	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
5	Gestion et suivi des zones de stockage - aménagement et entretien	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
7	Gestion et suivi des zones de stockage - Localisation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
10	Plan de gestion des déchets - traitement des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
11	Plan de gestion des déchets - mesures de prévention	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate l'absence de contrôle des eaux depuis l'année 2020 mais que l'exploitant a présenté un devis pour leur réalisation en 2023.

L'inspection rappelle que l'exploitant doit systématiquement procéder à 5 contrôles par an des eaux de la source du Fond de Vaux et poursuivre les analyses d'eau prescrites tant que l'activité est maintenue.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Plan

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/10/1995, article 5.4.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Registres et Plans
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un plan d'échelle adapté à la superficie de la carrière est établi. Sur ce plan sont reportés : (...) -les zones de remises en état (...) Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis à l'Inspection des installations classées un plan d'échelle adapté à la superficie de la carrière. Sur ce plan de moins d'un an, sont reportées les zones remises en état.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Analyses d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/10/1995, article 5.2.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Protection des eaux et des milieux aquatiques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux de la source du Fond de Vaux servant à l'AEP de THUILLEY AUX GROSEILLES seront contrôlées périodiquement aux frais de l'exploitant de la carrière, concernant le paramètre Hydrocarbures Totaux. Les analyses seront réalisées par un laboratoire agréé. Les prélèvements (5 par an) pourront être effectués à l'occasion de ceux réalisés dans le cadre du contrôle sanitaire.
<b>Constats :</b> Les dernières analyses d'eau effectuées sur la source datent de 2020. L'exploitant n'a donc pas réalisé les prélèvements et analyses prescrits pour les années 2021 et 2022.  L'exploitant a transmis à l'Inspection des installations classées, suite à la visite d'inspection, un bon de commande signé pour les 5 prélèvements à effectuer en 2023 et leur analyse ainsi que la confirmation du coordinateur prélèvement mentionnant la date du prochain prélèvement (1er mars 2023). L'exploitant transmettra les premiers résultats sous un délai d'un mois à réception du présent rapport. L'inspection rappelle à l'exploitant son obligation de procéder aux contrôles fixés dans l'article susvisé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - Vérification

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Existence d'une installation de gestion de déchets inertes et TNP
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes issus de l'exploitation de la carrière et des installations de traitement.</p> <p>On entend par zone de stockage :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- lorsque les déchets d'extraction sont inertes, un endroit choisi pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins.</li> </ul> <p>Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté.</p> <p>On entend par déchets d'extraction les déchets provenant des industries extractives, tels que les résidus (c'est-à-dire les déchets solides ou boueux subsistant après le traitement des minéraux par divers procédés), les stériles et les morts-terrains (c'est-à-dire les roches déplacées pour atteindre le gisement de minerai ou de minéraux, y compris au stade de la préproduction) et la couche arable (c'est-à-dire la couche supérieure du sol).</p> <p>Ces déchets sont considérés comme des déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe I du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b> Le Plan de Gestion des Déchets inertes (PGD) transmis par l'exploitant a été remis à jour en décembre 2022.</p> <p>L'exploitant indique au paragraphe 2.3 de ce plan, des terres non polluées (terres végétales) pour une quantité estimée de 118 000m<sup>3</sup> et des déchets provenant de l'extraction des minéraux non métallifères (terres de découverte et stériles d'exploitation), code déchet 01 01 02, pour une quantité estimée de 800 000 m<sup>3</sup>.</p> <p>Ces déchets sont dispensés de caractérisation selon l'annexe de la circulaire du 22/08/2011 listant les matériaux dispensés de caractérisation (déchets provenant de l'extraction des minéraux non métallifères).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Existence d'une installation de gestion de déchets de cat A - Vérification

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Existence d'une installation de gestion de déchets de catégorie A
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En cas de risques de perte d'intégrité des zones de stockage des déchets d'extraction inertes tels qu'évalués selon les dispositions de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives, l'exploitant devra respecter les prescriptions prévues aux articles 7 à 9 de l'arrêté susmentionné.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant indique ne pas être en catégorie A. L'inspection des installations classées n'a pas constaté de potentiel risque de perte d'intégrité des zones de stockage.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Gestion et suivi des zones de stockage - Aménagement et entretien**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Gestion et suivi des zones de stockage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution.
<b>Constats :</b> Les zones de stockage sont stables. L'Inspection des installations classées n'a pas constaté d'envol de poussières.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Gestion et suivi des zones de stockage - Localisation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Gestion et suivi des zones de stockage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.
<b>Constats :</b> Les zones de stockage sont localisées sur le plan transmis par l'exploitant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 10 : Plan de gestion des déchets - Traitement des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Cohérence PGD / terrain
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; -la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets.
<b>Constats :</b> Les terres de découverte et stériles d'extraction sont utilisés pour le réaménagement du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 11 : Plan de gestion des déchets - Mesures de prévention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Cohérence PGD / terrain
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement.
<b>Constats :</b> Le PGD indique les impacts potentiels sur l'environnement et la santé humaine et les mesures préventives mises en place. Les déchets provenant de la carrière sont de même nature que le fond géochimique de la carrière. Les incidences sont réduites au minimum.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet